



Communication & Influence

N°110 - Avril 2020

Quand la réflexion accompagne l'action

Covid-19 et opérations d'influence, les mutations de la fonction information : le décryptage d'Henri Dou

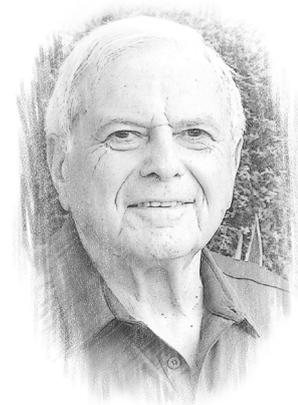
Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Professeur émérite de l'université d'Aix-Marseille, Henri Dou a été l'un des pionniers de l'intelligence économique (IE) en France, notamment en créant dès 1989 le premier DEA d'information stratégique et de veille technologique. Ingénieur de formation, docteur en sciences physiques et chimiques, ancien directeur de recherche au CNRS, professeur en sciences de l'information et de la communication, omniprésent à l'international, Henri Dou adore disséquer les systèmes complexes. Auteur de centaines d'articles universitaires, il a récemment publié, en compagnie de Philippe Clerc et d'Alain Juillet L'intelligence économique du futur (vol. 1, Une nouvelle intelligence opérationnelle, vol. 2, Une nouvelle approche de la fonction information, Iste Editions, 2018).

Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes



Communication, Henri Dou constate qu'à l'occasion de la crise sanitaire du Covid-19, la France et l'Europe vont se trouver tout particulièrement menacées par la montée en puissance des opérations d'influence sur la scène internationale. Notre approche de l'IE doit donc évoluer, en se focalisant davantage sur la fonction information, et en intégrant la préservation du "bien commun" dans ses paramètres-clés.

L'actuelle crise du Covid-19 voit se développer à l'échelle planétaire des jeux d'influence aussi impitoyables que complexes. Comment analysez-vous la montée en puissance de cette guerre informationnelle ? Les Français et plus généralement les Européens n'apparaissent-ils pas dépassés ?

La crise actuelle, par sa soudaineté, va rester présente dans l'imaginaire collectif pour une durée plus longue que des "incidents" plus classiques, ou des analyses de risques potentiels. De ce fait, elle va rendre plus efficace une montée de la "Diplomatie Covid" d'une part, et d'autre part, une pression informationnelle orchestrée et

dirigée vers de larges publics. En un mot comme en cent, nous allons assister à une montée en puissance des opérations d'influence liées aux conséquences de la crise sanitaire actuelle.

Dans ce cadre, l'Europe va être particulièrement attaquée, avec des campagnes d'information basées sur des faits réels (manque d'assistance à l'Italie, chacun pour soi, refus des Covid-bonds, etc.). Simultanément, la Chine va faire valoir la qualité de ses scientifiques et une forme d'altruisme. Certes, il est possible que la route de la soie ne se développe plus aussi rapidement, encore que cela reste à démontrer. Par contre, une nouvelle



route, encore à son début, va se développer : c'est celle de la collaboration scientifique, avec pour base le "brain gain". L'influence chinoise va croître dans certains pays, par exemple l'Italie. Elle sera aussi amenée à jouer un rôle plus important en Afrique, l'exemple des pays anciens colonisateurs, embourbés dans leurs erreurs d'appréciation et de préparation, montrant leur vulnérabilité. La Russie

Nous allons assister à une montée en puissance des opérations d'influence liées aux conséquences de la crise sanitaire actuelle. Dans ce cadre, l'Europe va être particulièrement attaquée, avec des campagnes d'information basées sur des faits réels.

pourra aussi pousser ses avantages en Europe au niveau énergie (pétrole et gaz) et aussi alimentaire (blé et céréales). Dans ce concert qu'il faut examiner à court et moyen terme, l'Europe avec une perte de PIB de l'ordre de 8% au moins va rester centrée sur des problèmes internes et de ce fait être moins active au niveau diplomatique (je parle des faits, pas des discours). Pour la France, le problème est plus grave. Minée par un mensonge initial tendant à masquer la pénurie de masques et la monétarisation de la santé, l'Etat, de moins en moins crédible, va sortir très affaibli de la crise, laissant ainsi probablement

plus d'autonomie aux régions. De fait, dans cette période instable, où de multiples cartes vont être rebattues, les "régimes forts" seront les mieux placés (pour un temps au moins) afin d'imposer leur politique et leurs points de vue, que ce soit au plan mondial mais aussi européen (le groupe de Visegrád ou V4 sortira renforcé).

Plus que jamais, il va falloir un œil expert et anticipateur pour décrypter les luttes d'influence - et donc de puissance - en gestation.

d'introduire la prospective comme élément pivot d'une réflexion à moyen et long terme. Ce concept, qui a aussi un lien avec les effondrements (au sens d'Orlov par exemple – voir ci-après p.3), peut être décliné au plan national, mais aussi au niveau international.

Au plan national d'abord. Dans ce cadre, le concept de sécurité globale, pour être accepté, doit avoir recours à des processus d'influence. Car il va mettre en évidence la nécessité de changer à la fois les comportements et habitudes, mais aussi de prioriser des aspects contraignants (investissements, indépendance énergétique, alimentaire, sanitaire, prise en compte de l'environnement,...). Faire accepter ces changements à la fois par les citoyens, les politiques et la sphère économique, va nécessiter des efforts importants. D'où le recours – entre autres – à l'influence (expliquer, induire, co-construire...), laquelle va devenir un levier incontournable. Le problème est de savoir qui va l'utiliser ? Pour la bonne et/ou la "mauvaise cause" (en l'occurrence, ici, les gens favorables à la continuation du "business as usual") ? Dans ces luttes d'influence, les outils informationnels joueront un rôle sans doute décisif.

Dans la continuation de votre dernier livre, L'Intelligence économique du futur (op. cit.), quelle place va jouer, selon vous, l'influence dans les défis géostratégiques à venir ?

Dans *L'Intelligence Economique du Futur*, nous avons développé le concept de sécurité globale et de résilience avec la nécessité

D'autant que les influences "étrangères" vont se multiplier dans l'espace des affrontements. La France, qui est un des leaders européens, constitue à cet égard une cible de choix. Résister ne sera pas de son seul fait, mais de toute l'Europe, car celle-ci va devenir le champ de développement de tensions multiples, politiques, économiques, centrifuges et centripètes.... Dans une telle configuration, la crise du Covid-19 est un stress-test grandeur nature, et de la réponse apportée dépendra une partie de notre avenir.

Au plan international ensuite, il est clair que les jeux d'influence sont déjà engagés. Actuellement, cela se situe ainsi au niveau de l'approvisionnement en matériels sanitaires, mais aussi dans les esprits, avec l'aide apportée par la Chine ou la Russie, d'où par exemple le focus mis sur la médecine cubaine. L'Afrique va également devenir le théâtre d'influences internes et externes. Sous la pression économique, les aides, qui maintenaient à flot certains régimes politiques, vont se tarir. Une période de déstabilisation va suivre. Certes, il faut espérer que des régimes plus responsables et plus stables naîtront, mais cela peut être l'inverse, certains ayant tendance à utiliser la crise pour durcir le régime, le rendre plus autoritaire.

L'influence est aussi présente, en creux, avec l'exemple des Etats-Unis et l'effondrement d'un type de société où le mirage américain s'estompé sous la pression des faits et de la résonance donnée à ces derniers par les médias. Mais au-delà de cette influence au premier degré, une autre va se développer, celle du "leadership mondial". Jusqu'alors, les Etats-Unis, l'ultra-libéralisme et l'Ecole de Chicago constituaient l'exemple à suivre. Le Covid-19 rebat les cartes, car il est révélateur des faiblesses et de l'impuissance de ce système. La mondialisation poussée à l'extrême sera, à l'issue de la crise, fracturée.

En effet, les Etats-Unis devront relancer leur économie ; la Chine bien que sortant la première de la crise aura été affaiblie sur le plan industriel mais aussi sur le plan de la crédibilité (il est maintenant admis qu'elle a minimisé et voulu cacher le début de la pandémie) ; la Russie, sans que l'on sache encore l'amplitude prise par la pandémie, n'a plus les ressources nécessaires pour assurer un rôle de leader ; l'Europe a abordé la crise désunie, sans politique globale et perd de ce fait son influence au niveau de sa politique extérieure. Cette situation, mouvante et nouvelle, va permettre le développement d'affrontements divers impliquant des acteurs locaux comme la Turquie ou la Russie, ou internationaux comme les Etats-Unis ou la Chine. Celle-ci va sans doute (et peut-être avec une "charnière" russe) vouloir prendre la place des Etats-Unis. Ses atouts sont nombreux : première puissance économique, dépendance des pays de l'Ouest, régime autoritaire, remise en route économique plus rapide, elle peut puiser dans cette crise les moyens d'atteindre cet objectif. Mais les Etats-Unis "laisseront-ils faire" ? Si leur affaiblissement économique se confirme comme cela semble se dessiner, avec en même temps une perte d'influence associée, il n'en demeure pas moins qu'ils sont, et de loin, la première puissance militaire mondiale. Quelle sera alors leur stratégie d'influence ? Les Etats-Unis ont toujours eu besoin d'un ennemi – imaginaire ou pas – pour conforter leur position. L'Iran, le Venezuela, certains pays asiatiques, pourraient dès lors cristalliser des conflits à venir. De fait, plus que jamais, il va falloir un œil expert et anticipateur pour décrypter les luttes d'influence – et donc de puissance – en gestation. ■

EXTRAITS

Intelligence économique et stratégique : se focaliser davantage sur la fonction information

Avec leur ouvrage en 2 volumes, L'intelligence économique du futur (ISTE éditions, 2018), Philippe Clerc, Henri Dou et Alain Juillet ont souhaité jeter les bases d'une intelligence économique et stratégique intégrant non seulement le bilan des actions passées, positives et négatives, mais aussi l'ensemble des changements qui influent sur notre environnement. Entre autres paramètres, ils se sont efforcés de mettre en relief les conséquences des mutations en matière d'affrontements informationnels sur l'homme et son écosystème.

Dans un article à paraître tout prochainement dans la R2IE (Revue internationale d'Intelligence économique – Vol 11-2/2019), intitulé L'IE dans la perspective de world3 2000, les trois auteurs enfoncent le clou et expliquent notamment qu'il va falloir développer un nouvel imaginaire. Celui-ci devra permettre d'introduire, dans les changements à venir, une notion de bien-vivre et d'espérance pour les citoyens, qui puisse éviter de sombrer dans les perspectives sombres d'un catastrophisme généralisé. Nous tenons à remercier ici la direction de la R2IE qui nous a autorisés à vous présenter quelques extraits de cet article en avant-première. Prévus initialement début mars, la publication de ce numéro devrait intervenir dans les jours qui viennent (normalement, VA éditions donne la date du 15 mai), le retard étant imputable à la crise du coronavirus, laquelle a aussi affecté le monde de l'édition.

Résumé de l'article

"L'Intelligence Economique, dans son évolution prévisible, va nécessairement s'éloigner d'une approche strictement économique et compétitive pour prendre en compte l'évolution de la société, de la culture, mais au-delà, des incidences des perturbations climatologiques et énergétiques. Dans ce contexte, l'analyse doit dépasser la vision géopolitique pour embrasser les grands changements structurels du monde, prévisibles compte tenu des indicateurs scientifiques à notre disposition. Cette contribution montre comment l'Intelligence Economique peut contribuer à mettre en place des processus de résiliences nationaux et locaux (en ce qui concerne l'Intelligence Territoriale), mais aussi participer à la création d'un nouvel imaginaire facilitant une "transition intérieure" et une individualisation maîtrisée."

Apprendre comment rechercher les informations, comment les analyser, les sélectionner, avoir un regard critique est un enjeu essentiel

"On va certainement entrer dans une période où le terme anglais "predicament" qui n'existe pas en français va s'appliquer. Ce terme décrit en fait une situation quasi-irréversible où il va falloir s'accommoder le mieux possible des changements pas nécessairement plaisants que nous allons subir. On peut citer par exemple la désertification des services publics, le covoiturage, au pire des formes de rationnement. Il est évident que ce glissement ne sera pas nécessairement brusque, mais qu'il se produira de manière inattendue dans les endroits les plus divers. Il va donc falloir développer un nouvel imaginaire permettant d'introduire dans ce changement une notion de bien-vivre et d'espérance pour les citoyens.

"La création de cet imaginaire fait aussi partie de la résilience, car il renforce les liens entre les individus et permet de s'éloigner des archétypes classiques du "bien-être" développés durant plus de deux siècles dans notre subconscient. Ce ne sera pas chose facile. En effet notre civilisation est marquée par le mythe de la croissance et le changer nécessitera un effort coordonné qui va demander du temps. En outre, dans les démocraties néo-libérales [...] les "élites" restent convaincues dans leur majorité que c'est à partir d'une croissance retrouvée que les problèmes actuels trouveront une solution. Dans un article intitulé : "Du métabolisme de l'information à l'Intelligence Economique", Henri Dou indique l'importance de la fonction information [...]. Elle permet entre autres par une sélection raisonnée des informations et de leur analyse critique de provoquer via la fonction épigénétique une mutation des individus et des organisations. Replacer une information de qualité, validée et convenablement analysée, permettra de créer un savoir pour l'action, un nouveau récit qui permettra, si on considère l'individuation selon Simondon [...], d'éviter ou de minimiser l'impact des effets anxiogènes de la transition. Il faudra donc dans le cadre de l'Intelligence Economique et Stratégique se focaliser, plus qu'on ne le fait actuellement, sur la fonction information. Apprendre comment rechercher les informations, comment les analyser, les sélectionner, avoir un regard critique est un enjeu essentiel. Il faut éviter les pièges des réseaux sociaux, des "fake news", des informations en continu qui privilégient l'instantanéité à l'analyse, des réactions à chaud. Ce n'est pas parce qu'un dirigeant twitte que les autres doivent faire de même ! C'est en ce sens que le tome 2 de *L'Intelligence Economique du futur* [...] est concerné plus particulièrement par une nouvelle approche de la fonction information." (p.129)

Pour se procurer le n° Vol 11-2/2019 de la R2IE :

<https://www.va-editions.fr/revue-internationale-d-intelligence-economique-r2ie-11-2-c2x31407858>

ou encore <https://www.cairn.info/revue-internationale-d-intelligence-economique-1.htm>

EXTRAITS

Les "commons", sujets vitaux des sociétés et objets d'âpres luttes d'influence, présentes et à venir

Dans une analyse récente (mars 2020) corédigée avec Alain Juillet et Simon Gineys, Henri Dou explique que de nouveaux paramètres doivent être pris en compte par l'intelligence économique et stratégique, au premier rang desquels les "commons", ces biens communs vitaux pour le devenir des sociétés humaines, d'ores et déjà objets de féroces luttes d'influence... Extraits de l'article "Biens communs – Gouvernance éthique et Covid-19".

"De nos jours, que ce soit au niveau de l'influence géopolitique, de la concurrence commerciale, des développements technologiques ainsi que de la sécurité nationale, de multiples menaces auxquelles nous n'étions pas habitués apparaissent. En même temps, le développement des démocraties libérales ou néolibérales a placé le profit au premier plan des enjeux des grandes entreprises, voire des Etats, accroissant les inégalités à la fois financières et géographiques, démontrées notamment par la dichotomie entre villes et campagnes, et donc inexorablement humaines. Dans ce contexte, les biens communs ou "commons" qui ont été confortés dans la période des Trente Glorieuses ont permis une sécurisation des populations en leur assurant à la fois un confort psychologique et matériel. Mais, le développement du néo-libéralisme qui a suivi a placé le profit au centre des préoccupations des acteurs politiques et économiques. Ainsi les inégalités se sont accrues et les "commons" au lieu d'être confortés au profit de tous, ont été redéfinis pour en tirer profit, témoins en sont la gestion de l'eau, de l'énergie, de la production agricole, de la désertification industrielle des pays développés, etc. Ce paradigme a fait perdre de vue que la santé est un bien commun. La rationalisation des coûts et la maximisation des profits, ont conduit celle-ci à devenir une marchandise, témoin en est la diminution des dotations des hôpitaux, la raréfaction des médecins dans les zones isolées, une dépendance quasi-totale aux principes actifs des médicaments, etc. Sans être le chantre des effondrements, c'est la santé, ce bien commun par excellence qui vient rappeler aux puissants que le peuple mérite considération et ceci, au-delà de l'idéologie néolibérale et de la création des profits. La pandémie actuelle bouscule les idéologies et nous rappelle que personne n'est à l'abri des attaques du virus et que ni les profits accumulés, ni la progression constante du "doux commerce" ne constituent une barrière de protection suffisante, surtout lorsque le vaccin ou le traitement médical n'existent pas... Le théâtre d'ombres international s'effrite, les alliances évoluent et se remanient dans une progression chaotique ; que restera-t-il à la fin de cet épisode ? Certainement des changements de comportements et surtout, il faut l'espérer, une sécurisation plus grande des "commons" parmi lesquels l'eau et l'énergie constituent la plus grande part : l'eau parce qu'elle est directement liée à la santé, l'énergie parce qu'elle est directement liée à une meilleure sécurité et au maintien acceptable des conditions de vie."

La tendance à une nouvelle régionalisation

"Dans de nombreux pays, qu'ils soient développés ou en développement, on constate que l'accès à ces "deux principes de base" que sont l'eau et l'énergie devra être autonomisé. De plus en plus, les "communautés" comprennent qu'elles doivent se prémunir contre les aléas climatiques, les volte-face géopolitiques, les épidémies, en fait tous les stress qui ne manqueront pas d'apparaître dans un monde où les excès du passé impactent maintenant le présent et le futur. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle Intelligence Économique et Stratégique se développe pour analyser les contraintes, les stress, les menaces inattendues qui impacteront les communautés. Il va falloir construire une résilience locale permettant d'apporter une réponse acceptable au "predicament". Il faut que les flux migratoires incontrôlés, qui conduisent les habitants des campagnes, faute de l'essentiel, à se rapprocher constamment des grandes métropoles, créant insécurité, manque d'hygiène, développement de la pauvreté et instabilité politique, ne soient plus considérés comme irréversibles. Il devient donc urgent, dans une politique de défense et d'amélioration des biens communs, d'essayer de fixer les populations rurales en leur apportant sur le long terme et de manière durable, les biens les plus simples : eau potable, énergie, base de soins élémentaires, conditions décentes d'éducation et accès à une information maîtrisée. [...] La création d'un point fixe dispensant les biens communs élémentaires, conduit au renforcement de la communauté et permet le développement par réunions, points de rencontre, de projets coproduits assurant une plus grande cohésion sociale. L'accès permanent à l'eau potable (en priorité pour les enfants en bas âge) va diminuer la mortalité de ces derniers et donc avoir un impact direct sur la vie familiale. L'accès à un système de soin simple va aussi contribuer au bien-être des habitants.

"Il faut apprendre à penser en termes de sécurité globale, c'est-à-dire ne pas se concentrer uniquement sur les grands projets dont la durée de réalisation est souvent trop longue pour que les populations ressentent un effet immédiat. Il faut apporter aux populations "hors réseaux", éloignées des métropoles, des solutions pérennes, maîtrisables localement, permettant de conforter les biens de base élémentaires. De nos jours, le monde change, les populations prennent conscience de leur rôle "politique" et sont moins sensibles aux discours et aux promesses. Elles subissent de plein fouet les effets du changement climatique et leurs impacts sur l'habitat, l'agriculture, la santé, en bref sur leurs conditions de vie. Apporter des solutions rapides, efficaces et durables, est un enjeu politique majeur. Il permet de mailler le territoire, de renforcer les communautés et de faire apparaître la vision et les propositions politiques sous un jour nouveau, créant un lien plus direct entre décideurs et population [...]"

EXTRAITS

**Faire évoluer notre rapport aux territoires :
penser en termes de dynamiques d'influence et de synergie
plutôt que raisonner sur un mode en silo**

Dans un entretien accordé en février dernier à la lettre INTEREST – L'intelligence territoriale Grand Est – Henri Dou dénonce l'un des travers français qui réside en cette obsession à travailler sur un mode en silo, qui empêche la création de synergies, donc de mises en œuvre de stratégies d'influence en symbiose avec la réalité. D'où son plaidoyer en faveur d'un mode d'expertise reposant sur la pluridisciplinarité, favorisant donc les complémentarités pour répondre aux attentes du terrain. Une stratégie d'influence sainement conçue doit miser sur une articulation de ce type, sinon elle aboutit presque toujours à une dangereuse exacerbation des tensions sociales. Extraits.

"Vous insistez beaucoup dans votre dernier livre sur la nécessité de changer notre façon de penser l'intelligence économique territoriale. Vous plaidez notamment pour une approche "latérale" des problèmes, rompant avec les méthodes d'analyse traditionnelles pour trouver dans la réalité locale des facteurs de développement autonomes. Pouvez-vous nous en dire plus ?

"La formation cartésienne reçue depuis l'enfance, nous conduit à penser de manière linéaire, c'est-à-dire en silo. On examine les différents points d'un problème les uns après les autres, sans que la répercussion des solutions choisies sur des domaines connexes (social, politique, environnemental, industriel...) soit envisagée. Il faut donc passer à une vision holistique, c'est-à-dire globale, où les interactions entre les différentes parties d'un tout sont aussi importantes que les parties prises séparément. Cette pensée latérale, développée par Edward de Bono, doit nous conduire à penser *out of the box*, c'est à dire à diversifier nos champs de réflexion. Et donc à pratiquer le *bottom up*, autrement dit une démarche ascendante fondée sur les retours d'expérience de la société civile ...

"C'est grâce à cette diversification des sources d'expertises, dites-vous, que la prospective territoriale peut devenir une discipline d'avenir. Comment ?

"On ne doit pas continuer à considérer que tout peut être résolu depuis Paris ! La centralisation conduit à une uniformisation des solutions - ce qui peut sembler le plus pratique - mais au bout du compte, risque de dresser une partie des territoires contre le pouvoir central, ce qui est largement contre-productif ! Dans le même ordre d'idée, la "métropolisation" conduit à un phénomène analogue, à l'échelon régional. Et même, à l'échelle urbaine, dans une opposition entre le centre-ville et sa périphérie. Outre la création d'inégalités, cette situation crée des fossés de plus en plus larges entre différentes strates de la population. En partant de ce constat, la prospective territoriale doit s'exercer à deux niveaux : celui de la région afin de permettre le développement de projets importants, mais alors le consensus devient nécessaire (d'où la nécessité d'un processus participatif débouchant sur une prise en compte des résultats) ; l'autre à l'échelon des territoires pour ne jamais perdre de vue l'impact des décisions prises sur le cadre de vie quotidien.

"C'est en tenant compte de ces deux échelles que la prospective territoriale pourra dégager des scénarios consensuels. Mais, attention ! Pour être perçue comme positive par le plus grand nombre, la prospective doit s'inscrire dans une temporalité permettant aux citoyens de constater *de visu* les changements réels. [...]

"L'université et l'enseignement académique au sens large sont-ils suffisamment associés, à votre avis, aux problématiques de développement et d'aménagement territorial ?

"Non, définitivement non. D'abord parce que la structure de notre enseignement est bien trop spécialisée. Ensuite parce que l'ensemble de la recherche est fondée sur l'avancement des chercheurs, des laboratoires, des universités, à partir de leurs publications... Et que celles-ci se font en anglais, offrant ainsi la primeur de nos avancées scientifiques aux Anglo-saxons, ce qui n'est rien d'autre que de la prédation organisée... Tout cela éloigne les chercheurs des réalités du terrain et des entreprises. Certes, nous avons besoin d'une recherche fondamentale de haut niveau, mais tout le monde ne peut pas être Prix Nobel ! Il faut donc prendre en compte l'avancement des chercheurs, mais aussi le classement des laboratoires et des universités, les retombées directes de leurs travaux sur les entreprises, et pas seulement les grands groupes industriels. Pensons au tissu des ETI, PMI et PME locales qui sont génératrices d'emploi dans nos territoires."

Télécharger l'entretien dans son intégralité : http://www.sebl.fr/images/Interest/2020_02/Interest_202002_H%20DOU.pdf

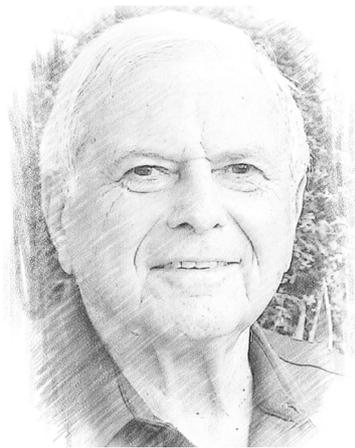
On peut aussi écouter le podcast de cet entretien : https://www.youtube.com/watch?v=OZVNaqnMN_4&feature=youtu.be

BIOGRAPHIE

Né en 1939 à Marseille, le professeur Henri Dou est connu comme l'un des pionniers de la veille technologique en France, en particulier pour avoir été à l'origine en 1989 du premier DEA universitaire en ce domaine dans l'Hexagone (DEA d'information stratégique et de veille technologique créé dans le cadre du CRRM, Centre de recherche rétrospective de Marseille).

Ingénieur de formation (Institut de pétrochimie et de synthèse organique industrielle), Henri Dou devient en 1966 docteur d'Etat en Sciences physiques et chimiques. Directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) de 1964 à 1985, il rejoint l'université en 1986 comme professeur en Sciences de l'information et de la communication. De par sa formation scientifique dans le domaine de la chimie et de par son intérêt marqué pour l'analyse des systèmes complexes, Henri Dou devient très vite une personnalité reconnue de la sphère de l'intelligence économique (IE). Membre des différentes Commissions nationales consultatives en IE – notamment en Région Provence Alpes Côte d'Azur – Henri Dou développe parallèlement son activité à l'international (Indonésie, Malaisie, Chine...), en manifestant une appétence particulière pour le Brésil où il est connu pour avoir été l'un des promoteurs de la *competitive intelligence*.

Professeur émérite de l'université d'Aix-Marseille, professeur honoraire dans plusieurs universités à l'international, président de la Société française de bibliométrie appliquée, Henri Dou a créé et dirigé



Ciworldwide (<http://www.ciworldwide.org>) qui vise à promouvoir des actions dans le cadre de la veille technologique, de l'IE et/ou de la *competitive intelligence*, du développement régional ainsi que des collaborations internationales. L'objectif étant *in fine* de créer des relations de coopération nouvelles entre la France et différents pays. Henri Dou est également depuis 2005 le directeur d'Atelis (<http://www.atelis.org/>), Atelier d'intelligence stratégique du groupe ESCEM (Ecole Supérieure de Commerce et de Management de Tours Poitiers), aujourd'hui *France Business School*.

Récemment, Henri Dou a publié, avec Philippe Clerc et Alain Juillet, *L'intelligence économique du futur* (vol. 1, *Une nouvelle intelligence opérationnelle*, vol. 2, *Une nouvelle approche de la fonction information*, Iste Editions, 2018). On lui doit également *La veille technologique* (avec Hélène Desvals, Dunod, 1993) ; *Veille technologique et compétitivité* (Dunod, 1995), *Competitive Intelligence et développement régional* (Ciworldwide, 2013).

Auteur d'une importante bibliographie scientifique, Henri Dou a, dans son seul domaine d'origine (la chimie organique approfondie), signé plus de 200 publications nationales et internationales, tout en participant à de nombreux ouvrages collectifs ; dans la sphère des

sciences de l'information (veille, IE, analyse de l'information) qui nous intéresse plus particulièrement ici, il est également l'auteur de plus de 250 publications, là aussi sans compter les ouvrages collectifs. Enfin, Henri Dou a dirigé à ce jour plus de cent doctorats.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Henri Dou va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action